

# Kent Academic Repository

## Full text document (pdf)

### Citation for published version

Guichaoua, Yvan (2010) Al-Qaeda se fond dans le désert. Libération .

### DOI

### Link to record in KAR

<https://kar.kent.ac.uk/84785/>

### Document Version

Publisher pdf

#### Copyright & reuse

Content in the Kent Academic Repository is made available for research purposes. Unless otherwise stated all content is protected by copyright and in the absence of an open licence (eg Creative Commons), permissions for further reuse of content should be sought from the publisher, author or other copyright holder.

#### Versions of research

The version in the Kent Academic Repository may differ from the final published version.

Users are advised to check <http://kar.kent.ac.uk> for the status of the paper. **Users should always cite the published version of record.**

#### Enquiries

For any further enquiries regarding the licence status of this document, please contact:

[researchsupport@kent.ac.uk](mailto:researchsupport@kent.ac.uk)

If you believe this document infringes copyright then please contact the KAR admin team with the take-down information provided at <http://kar.kent.ac.uk/contact.html>

TRIBUNE

# Al-Qaeda se fond dans le désert

Par Yvan Guichaoua, chercheur au département du développement international de l'université

d'Oxford(<https://www.liberation.fr/auteur/12049-yvan-guichaoua>) — 20

août 2010 à 00:00

De nombreux commentaires ayant accompagné l'annonce récente de la mort de Michel Germaneau, l'otage français détenu par Al-Qaeda au Maghreb islamique (Aqmi), ont véhiculé une représentation du Sahara contestable : celle d'un espace hors d'atteinte des Etats centraux, politiquement vide et par conséquent idéal pour y abriter les activités des terroristes. Envisager le désert sous cet angle n'aide pas à comprendre les dynamiques politiques sahariennes, et encore moins à définir les réponses efficaces au terrorisme.

Le Sahara présente des caractéristiques physiques qui rendent difficile son contrôle, mais les activités humaines et les formes de gouvernance qui y sont associées sont nombreuses. Elles sont le fait de « fraudeurs » transportant sur de longues distances toutes sortes de chargements plus ou moins licites (y compris des migrants clandestins), d'éleveurs et d'agriculteurs dont les ancêtres ont occupé ces régions depuis des siècles, de représentants locaux d'ONG ou non (à l'instar de Michel Germaneau) ou - avant que la situation sécuritaire ne se dégrade - d'opérateurs de tourisme. Au Mali, au Niger et dans le sud algérien, ceux qui mènent ces activités sont bien souvent touaregs.

L'implantation d'Aqmi dans le Sahara, loin d'être la conséquence mécanique de l'éloignement géographique des centres de pouvoir que sont Bamako, Niamey ou Alger, soulève la question des relations qu'entretiennent les terroristes avec les populations locales touarègues. Sont-elles neutres, antagoniques, coopératives ? On dispose de très peu de certitudes pour trancher cette question, qui n'aura probablement pas de réponse unique et définitive tant sont diverses les perceptions et inclinations politiques au sein des communautés touarègues, notamment de part et d'autre de la frontière séparant le Niger du Mali. L'absence de confrontation sérieuse entre membres d'Aqmi et les populations locales laisse penser toutefois que les premiers ont établi avec les secondes une forme de *modus vivendi*.

L'activisme religieux et les gages de dévotion à l'islam que donnent à voir les membres d'Aqmi pourraient constituer des points de rencontre entre les terroristes et les plus fervents croyants parmi les Touaregs, principalement au Mali. Mais rien n'indique que les actuelles recompositions de l'islam dans cette région poussent nécessairement ses adeptes à la radicalisation politique jihadiste. Il existe plus vraisemblablement, entre certains Touaregs et les membres d'Aqmi, des intérêts économiques communs liés aux trafics transfrontaliers. Ceux que les chancelleries occidentales perçoivent comme des terroristes internationaux sont souvent localement considérés comme de riches « fraudeurs », disposant des véhicules tout-terrain dernier cri et munificents à l'occasion : rien qui ne les rende particulièrement antipathiques aux yeux des populations.

Il est enfin une explication plus profondément politique à la perméabilité des frontières malienne et nigérienne aux actions d'Aqmi : jusque récemment, le Nord-Niger comme le Nord-Mali étaient le siège de mouvements insurrectionnels porteurs de revendications spécifiques à l'attention de Niamey et Bamako, liées au sous-développement relatif de ces régions ainsi qu'aux conditions d'exploitation de l'uranium, dans le cas du

Niger. Ces revendications sont anciennes et n'ont pour l'heure pas reçu de réponse satisfaisante. Dans ce contexte, comme nous le disait un rebelle nigérien l'an dernier, *«on ne fait pas une guerre dans la guerre»*.

Autrement dit, il serait vain de demander aux Touaregs d'assurer la police dans le désert dès lors que leurs propres attentes ne sont pas écoutées. Les modes de règlement des rébellions touarègues ne laissent pas présager de solution à ces problèmes régionaux structurels : on coopte les leaders de l'insurrection, on distribue quelques avantages matériels aux rebelles moins gradés avec l'aide de bailleurs extérieurs mais rien ne change fondamentalement pour les populations.

A l'heure où les autorités françaises promettent un renforcement des mesures répressives, la lutte contre Aqmi dans le Sahara peut difficilement faire l'économie d'une réflexion sur les conditions de développement régional à long terme.

Yvan Guichaoua chercheur au département du développement international de l'université d'Oxford(<https://www.liberation.fr/auteur/12049-yvan-guichaoua>)